



## *Bibliothèque de l'Académie des sciences d'outre-mer*

### *Les recensions de l'Académie*<sup>1</sup>

***Symptômes morbides : la rechute du soulèvement arabe / Gilbert Achkar***

**éd. Actes Sud, 2017**

**Cote : 62.063**

Gilbert Achkar est un remarquable observateur du Proche-Orient comme le montrent deux de ses précédents livres, *L'Orient incandescent* (Lausanne Editions Page 2, 2003) et *La Guerre de 33 jours* (Liban Textuel 2006) sur le bombardement par Israël du Liban en 2006. D'orientation marxiste, il montre comment le soulèvement populaire de 2011 a été noyé dans les conflits régionaux et par la responsabilité internationale. Cet ouvrage, dont le titre est un clin d'œil à Antonio Gramsci, décrit la situation actuelle dans plusieurs pays arabes.

M. Achkar montre les handicaps politiques du Mouvement des Frères Musulmans en Egypte entre l'armée et la population civile. Les Frères s'étaient emparés peu à peu de la gestion des syndicats professionnels, ne laissant plus de place aux revendications populaires. Les Frères montrèrent leur face cachée en accusant après leurs échecs la communauté copte d'avoir pris le parti des militaires, ce qui déclencha à leur encontre des réactions violentes des classes paupérisées. Or, ce sont les mesures antisociales comme la suppression des subventions aux produits de première nécessité dont l'essence, en juin 2013, imposées par le FMI qui avait coopté leur ministre de l'Economie Hazem Biblaoui, qui déclenchèrent de très grandes manifestations avec le Mouvement « Tamarod » lançant le fameux « Irhal » (Dégage !) à l'intention du Président Morsi. Le putsch du Général Sissi mit fin au régime Morsi le 3 juillet 2013. Le sit-in contestataire des Frères Musulmans près de la Mosquée Rabia Al Adawiya, le 14 août suivant, fut violemment réprimé (1000 victimes). Le projet de constitution de Morsi n'avait été approuvé, en décembre 2012, que par 10,7 millions de votants, celui de Sissi, en janvier 2014 l'aura été par 20 millions.

Mais, comme le montre l'auteur, l'armée égyptienne impose depuis Abdel Nasser, un régime militaro-sécuritaire (p.203). L'Etat-Major égyptien a été choqué du démantèlement et de l'humiliation de l'armée turque par le parti présidentiel AKP, Aussi, les Services de sécurité égyptiens vont aussi bien arrêter des partisans des Frères Musulmans que des démocrates. La Haute Cour ira même le 18 avril 2015 jusqu'à interdire la grève au nom de la charia ! Puis des projets pharaoniques vont être adoptés par les militaires sans tenir compte des exigences économiques comme le percement d'un deuxième canal de Suez (inauguré en août 2014), l'érection d'une nouvelle capitale dans le désert, mais dont les logements restent à vendre et



<sup>1</sup> Les recensions de l'[Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) sont mises à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcritte](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/).  
Basé(e) sur une œuvre à [www.academieoutremer.fr](http://www.academieoutremer.fr).



## *Bibliothèque de l'Académie des sciences d'outre-mer*

surtout l'importation excessive d'armements sophistiqués, qui aggravent le déficit commercial. « Existe-t-il une alternative égyptienne entre le changement progressiste radical ou une aggravation du choc des barbaries ? » se demande l'auteur. (p.208).

En ce qui concerne l'Irak, le régime Assad libéra des terroristes emprisonnés pour les envoyer soutenir Al Qaïda dans ce pays puis Daech (qui obtint en plus des facilités exceptionnelles de déplacement en Syrie). Ces mouvements, qui font peur à l'Occident qui préférerait dans ce cas conserver Assad, représentent « l'ennemi préféré » du régime actuel syrien (p.63) jusqu'à ce que Daech devienne dangereux pour l'Iran (p.66). D'autre part, l'exacerbation du confessionnalisme irakien a empêché la constitution d'un gouvernement démocratique chiite à Bagdad.

La Libye est le seul pays arabe désintégré en 2011 ; c'est que Kadhafi n'avait pas d'allié. Aujourd'hui, le Général Haftar, imitant le Président Sissi, défie les Frères Musulmans libyens (p.229).

Les soulèvements en Syrie de 2011 témoignaient du besoin d'une révolution sociale radicale (p.21) ; c'est que le Régime Assad a créé un Etat neopatrimonial, corrompu, constitué de trois forces liées, l'appareil militaire (cependant l'armée a vu ses effectifs fondre de 300 000 à 100 000 soldats durant la guerre civile), les Institutions politiques et une bourgeoisie d'Etat (p.22). Tandis que Riyad privilégie les groupes intégristes sunnites, Washington soutient l'Armée de Libération Syrienne et Moscou le Président Assad à cause de ce qui s'est passé en 2003 à Bagdad et pour éviter l'implosion de l'Etat syrien. La gauche européenne a choisi de soutenir les Kurdes du Rojava. La solution, de toute façon, est dans un compromis élaboré par les Etats-Unis, la Russie, l'Iran, la Turquie et les Etats du Golfe (p.80).

En Tunisie, l'instabilité post dictatoriale rejoint l'incompétence du Parti Ennahda. Les médias, l'économie, l'Administration, l'armée, la police, sont restées aux mains de l'élite laïque (p.241) ; aussi, « l'immense potentiel révolutionnaire dans ce pays n'est pas loin d'être éteint » (p.250).

L'ouvrage circonscrit également l'espace de l'intégrisme islamique. Pour l'auteur, il couvre le salafisme conservateur, le djihadisme fanatique, la dogmatique des Frères Musulmans et la mouvance khomeyniste (p.24). Le danger islamiste n'effraie pas que les minorités religieuses mais aussi les classes aisées sunnites. Pour l'instant, l'intégrisme manifesté par le port de la barbe obtient des fonds (p.69) mais lorsque le djihadisme cessera d'assurer de bons revenus, il n'y aura plus de djihadistes. (p.88). L'intégrisme islamique qui décrète que des branches entières de l'islam ou que des musulmans individuels sont des apostats (p.97), finit par exacerber une grande partie du monde musulman. Le choc des barbaries ne pourrait se prolonger très longtemps. Des projets de conciliation se sont mis en place en Tunisie. La société civile commence à intervenir en Irak, en Syrie, en Egypte pour préparer l'Après-Daech. En fait, ce sont les leaders politiques musulmans actuels qui sont mis en demeure de se comporter en responsables.



## *Bibliothèque de l'Académie des sciences d'outre-mer*

Des sources et des références (p.260 à 279) complètent utilement cet ouvrage qui nous donne les clés de compréhension qui nous manquent souvent dans cette région.

**Christian Lochon**